

Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 48
Excusés : 15
Absents : 17

REUNION DU 4 JUILLET 2022

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, le LUNDI QUATRE JUILLET à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-HUIT JUIN DEUX MILLE VINGT-ET-DEUX, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT PRESENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BRAHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHERIGUENE Abdelouahab, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GESELL Quentin, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme PERRON Christine, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

M. ASENSI François, Mme BENAMMOUR Mériem, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme COLLET Marie-Claude, M. GEFFROY Philippe, M. GUYON Olivier, Mme HERSEMEULE Carmen, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, Mme MEYER Karine, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, Mme PINHEIRO Amélie, M. SIBY Oussouf,

AYANT DONNE POUVOIR A

Mme DE CARVALHO Virginie, M. CHANTRELLE Laurent, Mme LAGNEAU Muriel, M. GESELL Quentin, M. RAMADIER Alain, Mme JAOUANI Amel, Mme LEFEVRE Bénédicte, M. VAZ Micaël, M. CAHENZLI Denis, M. ATTIORI Olivier, M. HAN Bo, M. CANNAROZZO Frank, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. RAMADIER Alain, Mme YOUSSEF Mélissa,

ABSENTS

M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CARRE Julien, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DESRUMAUX Denis, M. FERREIRA Lino, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, M. LASTAPIS Michel, Mme MABCHOUR Najet, M. MARAN Max, M. MOULINNEUF Serge, M. PRUNIER Gérald, M. RANQUET Jean-Philippe, M. SAULIERE Gilles.

SECRETAIRE DE SEANCE

M. Laurent CHANTRELLE

DELIBERATION N°111 – AMENAGEMENT – Approbation d'une convention d'intervention foncière entre la ville de Dugny, l'EPT Paris Terres d'Envol et l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF)

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de monsieur Quentin GESELL,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF),

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et création, dans le périmètre de la Métropole du Grand Paris, au 1er janvier 2016, des établissements publics de coopération Intercommunale dénommés Etablissements Publics Territoriaux (EPT),

Vu le PLU de Dugny approuvé le 3 février 2020, et notamment son projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et ses orientations d'aménagement et de programmation (OAP), ainsi que la modification simplifiée n°1 approuvée par délibération du conseil de territoire du 7 décembre 2020,

Vu le bureau du conseil d'administration de l'EPFIF, réuni en séance en date du 28 juin 2022 portant approbation de la mise en œuvre d'une convention d'intervention foncière entre la commune de Dugny, l'EPT Paris Terres d'Envol et l'EPFIF,

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Dugny n°DEL.2022.XXX en date du 30 juin 2022

Vu le projet de convention d'intervention foncière ci-joint et ses annexes,

Considérant que la commune de Dugny, l'EPT Paris Terres d'Envol et l'EPFIF ont souhaité renouveler leur partenariat à travers une nouvelle convention et adapter le périmètre de veille et de maîtrise foncière pour accompagner les collectivités dans leurs objectifs de mutation et renouvellement urbain sur les périmètres d'intervention jugés stratégiques,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20220704-111-04-07-2022-DE
Date de télétransmission : 12/07/2022
Date de réception préfecture : 12/07/2022

Considérant l'ensemble des enjeux de développement urbain de la commune, et notamment sa volonté de procéder à la redynamisation du centre-ville, abordée sous l'angle du renforcement de la qualité des espaces publics, de l'offre de services et de commerces et d'une intensification maîtrisée des constructions résidentielles et de la protection du tissu pavillonnaire, ainsi qu'à la requalification, la protection et l'aménagement du quartier de la Comète et la mutation du site Chimirec suite au départ de l'entreprise,

Considérant par ailleurs que la commune de Dugny accueillera le Village des médias des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, constituant un nouveau quartier de plusieurs centaines de logements une fois les Jeux passés, et qu'en réponse à ce projet d'envergure la volonté de la commune d'assurer la redynamisation de son centre-ville prend tout son sens,

Considérant que les secteurs de veille foncière proposés sont les suivants : « Centre-ville », « La Comète », et le secteur de maîtrise foncière est le suivant : « Chimirec », référencés en annexe du projet de convention ci-joint,

Considérant que la convention intervention foncière s'achèvera au plus tard le 31 décembre 2028,

Considérant que le montant de l'intervention de l'EPTFIF au titre de la présente convention est plafonné à 14 millions d'euros Hors Taxe,

Considérant que par cette convention l'EPT s'engage, avec la commune de Dugny, à entamer toutes les démarches nécessaires à la réalisation des projets, objets de la présente convention. En cas de besoin, ils s'engagent notamment à lancer des procédures d'aménagement, à favoriser l'instruction des autorisations d'urbanisme nécessaires et à procéder à toute adaptation nécessaire,

Considérant que la commune de Dugny porte l'engagement de rachat des biens acquis par l'EPTFIF, à l'exception du site Chimirec pour lequel l'EPT porte l'engagement de rachat,

Considérant que l'EPTFIF interviendra par délégation des droits de préemption et de priorité par l'autorité compétente et par substitution à la collectivité territoriale compétente dans les procédures de délaissement,

Après en avoir délibéré :

- **Approuve** les termes de la convention d'intervention foncière et le protocole foncier entre la commune de Dugny et l'établissement public foncier d'Ile-de-France, tels qu'annexés à la présente délibération.
- **Autorise** le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, ou son représentant, à signer la convention d'intervention foncière et le protocole foncier, annexés à la présente délibération, ainsi que tous les actes et documents nécessaires à leurs exécutions.
- **Dit** que la présente convention et le protocole foncier prennent effet à la date de sa signature par toutes les parties et s'achèvera au plus tard le 31 décembre 2028.
- **Précise** que le dispositif de la présente délibération sera transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres et publié dans un recueil des actes administratifs de l'EPT Paris Terres d'Envol.
- **Précise** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil – 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique Télérécourse citoyens accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Adopté à l'unanimité

(53 voix pour, 7 abstentions : M. BAILLON,
M. BELOUCHAT, M. LAPORTE, M. MIGNOT,
Mme ROLAND IRIBERRY, M. SIBY,
Mme YOUSSEF, 3 NPPV : M. BESCHIZZA,
Mme COLLET, M. GESELL)


Le Président
Bruno BESCHIZZA